

Pour une nouvelle Europe

Article rédigé par *Jean-Pierre Chevènement*, le 27 mars 2017

Nous avons connu l'Europe balbutiante, puis l'Europe triomphante, le temps est maintenant venu de l'Europe affaissée que même les coups de boutoir d'un Trump ne réveillent pas. À ces phases d'une « construction » dont le ciment est aujourd'hui irrévocablement fissuré ont correspondu de la part des peuples d'abord l'indifférence, puis la résignation (« c'est l'Europe »), enfin le rejet. Une seule certitude aujourd'hui : l'Europe ne va plus de soi. Trente années de dérégulation sur le marché et de mise sous contrôle des politiques nationales ont rendu ce constat aveuglant.

Le plus préoccupant dans l'affaire est l'incapacité de la classe politique dans son ensemble à répondre à cette nouvelle « crise de la conscience européenne ». Les principaux partis de gouvernement se taisent ; ils ont enfin compris que l'invocation à « l'Europe mieux expliquée », à « l'Europe des projets », à l'Europe à laquelle « il faut redonner du sens », tout cela est dépassé. Mais ils n'osent franchir le pas vers une vision nouvelle.

« Depuis ses débuts, l'Union européenne nourrit à l'endroit des peuples une méfiance hautaine et fait de la Commission son auxiliaire technocratique, son agent réfrigérant des passions démocratiques »

En face d'eux, les casseurs d'Europe prédisent un avenir de tumulte : dénonciations désordonnées et improductives, confondant dans un même opprobre le tout marché et l'immigration incontrôlée, chez le Front national. Insoumission fondée sur la révolte des peuples chez Jean-Luc Mélenchon comme si la seule désobéissance aux règles et directives les plus choquantes tenait lieu en soi d'horizon politique.

Dans un appel lancé il y a quelques mois à la suite du Brexit, nous avons appelé à la réunion d'une conférence sur le modèle de la Conférence de Messine en 1955. Nous rappelions ce simple fait que, à la faveur de la crise, les peuples se réveillent d'une longue duperie politique. Nous disions que l'Europe ne suit pas un rêve de puissance politique et d'indépendance stratégique. Depuis ses débuts, elle nourrit à l'endroit des peuples une méfiance hautaine et fait de la Commission son auxiliaire technocratique, son agent réfrigérant des passions démocratiques. Aujourd'hui, six décennies plus tard, le vice contractuel entre les peuples d'Europe et les institutions apparaît dans sa vérité crue. Il faut donc revoir de fond en comble le contrat. Il faut le faire en gardant à l'esprit le triple objectif que dessine en creux le rejet populaire : une Europe démocratique, prospère, indépendante.

Union nouvelle

Comment y parvenir ? Nous appelons aujourd'hui les chefs d'État et de gouvernement élus d'ici à la fin de l'année en France, en Allemagne, en Italie à lancer une invitation aux pays constituant le nouveau cercle fondateur : il serait composé des principaux pays membres en population et en PIB. Il s'agirait de réunir une conférence refondatrice – pourquoi pas à Rome ? – qui poserait le socle de l'Union nouvelle. Son objet serait de redéfinir les principes essentiels fondant les institutions et les compétences de cette Union, principes qui seraient ensuite soumis au vote populaire par référendum – pourquoi pas le même jour ? – dans chaque pays fondateur.

« Ne nous résignons pas à laisser la crise de l'Europe faire de celle-ci un continent à la dérive dans un monde où se nouent les grands enjeux de demain »

Cette conférence des fondateurs redéfinirait en profondeur la vocation des principales institutions actuelles de l'Union européenne : un Conseil des chefs d'État et de gouvernement, seule autorité chargée des grandes décisions avec droit de veto de chaque membre, un Parlement composé de délégations de parlementaires de

chaque pays, une Commission chargée de la seule exécution des décisions du Conseil et du Parlement, une Cour de justice chargée d'arbitrer non d'imposer. La conférence déciderait aussi des domaines dans lesquels les compétences de l'Union seraient exercées : politique agricole, énergétique, recherche... La question de l'Europe de la défense serait quant à elle subordonnée à la ferme volonté d'une indépendance de l'Europe. À défaut de ce choix commun, devraient être envisagées des alliances partielles au cas par cas.

À l'issue des référendums approuvant cette refondation, des conventions composées de membres de gouvernements et parlements nationaux déclinerait le traité nouveau, en prévoyant le passage du système ancien avec sa réglementation foisonnante au système nouveau.

Ne nous résignons pas à laisser la crise de l'Europe faire de celle-ci un continent à la dérive dans un monde où se nouent les grands enjeux de demain. Ne laissons pas la génération qui vient dans un bateau ivre, conduit par des courants venus d'ailleurs. Est-ce trop demander à l'heure où la France va décider pour cinq ans de son destin ?

Source : Gaullisme.fr